

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206285]

15 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de financement et portant des mesures de créations d'emplois supplémentaires dans le secteur des maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 37, § 12, alinéa 1^{er};

Vu la loi-programme du 2 janvier 2001, l'article 59;

Vu l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu la décision du 11 mai 2022 de l'Organe de concertation intra-francophone et du comité ministériel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2022;

Vu le rapport du 5 mai 2022 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de branche « Bien-être et santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles donné le 28 juin 2022;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 juillet 2022 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 30 mai 2022;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 13 juin 2022;

Considérant le Code de l'action sociale et de la santé, article 43/2, alinéa 2, 1^o, 2^o et 3^o, inséré par le décret du 8 novembre 2018;

Considérant l'accord cadre tripartite intersectoriel du 27 mai 2021 du secteur non marchand wallon 2021-2024;

Considérant les mesures de création d'emploi au 1^{er} janvier 2022, il est nécessaire de permettre aux institutions d'obtenir le financement de ces contrats;

Considérant qu'il y a lieu de revaloriser le financement des courts séjours au premier jour de la période de référence, à savoir, le 1^{er} juillet 2022, les articles 7 et 9 doivent produire leurs effets à cette date;

Considérant qu'il y a lieu de permettre la facturation de l'allocation journalière éventuellement revalorisée au premier jour du trimestre, à savoir le 1^{er} juillet 2022;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins*

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins, les 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, visé à l'article 2, § 1^{er}, du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

3^o le Service : le service de l'Agence ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 4^{ter}. § 1^{er}. Certains employeurs ont droit à une intervention financière annuelle par équivalent temps plein, en abrégé « ETP », dans le cadre de la création d'emplois faisant l'objet de l'accord-cadre tripartite 2021-2024 pour le secteur non-marchand privé wallon conclu par les représentants des employeurs et des travailleurs et par le Gouvernement, selon les modalités suivantes :

1^o dans le secteur privé commercial :

a) à partir du 1^{er} janvier 2022 et pour autant que ces emplois soient créés avant le 31 décembre 2023 : 101,04 ETP salariés aides-soignants ou personnel de réactivation ou éducateur A2 ou animateur dans les soins résidentiels ou aide logistique dans une unité de soins ou de résidence;

b) à partir du 1^{er} janvier 2024 et pour autant que ces emplois soient créés avant le 31 décembre 2024 : 202,08 ETP salariés aides-soignants ou personnel de réactivation ou éducateur A2 ou animateur dans les soins résidentiels ou aide logistique dans une unité de soins ou de résidence;

2° dans le secteur privé associatif :

a) à partir du 1^{er} janvier 2022 et pour autant que ces emplois soient créés avant le 31 décembre 2023 : 74,72 ETP salariés aides-soignants ou personnel de réactivation ou éducateur A2 ou animateur dans les soins résidentiels ou aide logistique dans une unité de soins ou de résidence;

b) à partir du 1^{er} janvier 2024 et pour autant que ces emplois soient créés avant le 31 décembre 2024 : 149,44 ETP salariés aides-soignants ou personnel de réactivation ou éducateur A2 ou animateur dans les soins résidentiels ou aide logistique dans une unité de soins ou de résidence.

§ 2. L'intervention financière annuelle visée au paragraphe 1^{er} est fixée à 45.000 euros pour un ETP d'aide logistique dans une unité de soins ou de résidence, et à 50.000 euros pour un ETP dans les autres catégories d'emploi admissibles.

§ 3. Pour autant que, sur la base du contrat de travail où il est fait référence à l'une de ces mesures de création d'emplois, ils puissent fournir au Service la preuve de la création des nouveaux emplois pour lesquels cette intervention est prévue, l'intervention visée au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, est due aux employeurs du secteur privé dont la liste, établie par l'Agence, avec la mention par employeur du nombre d'ETP, a été approuvée par le comité de branche « Bien-être et Santé » de l'Agence visé à l'article 11 du Code wallon de l'action sociale et de la santé » et publiée sur le site internet de l'Agence. Cette liste d'employeurs répond aux critères suivants :

1° pour les années 2022 et 2023, 0,3 ETP sont attribués à chaque employeur qui bénéficie d'un titre de fonctionnement délivré par l'Agence. Lors de la mise en place de la mesure, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 12 octobre 2021, date de signature du titre de fonctionnement précité;

2° à partir de 2024, 0,6 ETP sont attribués à chaque employeur qui bénéficie d'un titre de fonctionnement délivré par l'Agence. Lors de la mise en place de la mesure, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 1^{er} octobre 2023, date de signature du titre de fonctionnement précité;

3° les ETP résiduaire, à la suite de l'application du paragraphe 1^{er}, 1°, sont attribués, pour le secteur privé commercial, aux employeurs au prorata du nombre de lits agréés en maisons de repos pour personnes âgées, maisons de repos et de soins, centre de court séjour et centres de soins de jour dans ce secteur. Lors de la mise en place de la mesure, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 12 octobre 2021, date de signature du titre de fonctionnement précité. Lors de la seconde phase de mise en place de la mesure en 2024, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 1^{er} octobre 2023, date de signature du titre de fonctionnement précité;

4° les ETP résiduaire, à la suite de l'application du § 1^{er}, 2°, sont attribués, pour le secteur privé associatif, aux employeurs au prorata du nombre de lits agréés en maisons de repos pour personnes âgées, maisons de repos et de soins, centre de court séjour et centres de soins de jour dans ce secteur. Lors de la première phase de mise en place de la mesure en 2022, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 12 octobre 2021, date de signature du titre de fonctionnement précité. Lors de la seconde phase de mise en place de la mesure en 2024, la date de référence pour la constitution des listes est fixée au 1^{er} octobre 2023, date de signature du titre de fonctionnement précité.

§ 4. Sont exclus sans préavis et à titre définitif des listes visées au paragraphe 3 :

1° les employeurs qui n'ont pas procédé à la création de nouveaux emplois avant le 31 décembre 2024, conformément aux conditions visées au paragraphe 3;

2° les employeurs pour lesquels le Service constate l'absence de ce personnel pendant une période de référence complète;

3° les employeurs faisant l'objet d'une fermeture ou d'une liquidation après faillite.

Si un certain nombre d'ETP sont ainsi laissés vacants, ils sont mis à la disposition du comité de pilotage, qui peut proposer au comité de branche « Bien-être et Santé » de l'Agence visé à l'article 11 du Code wallon de l'action sociale et de la santé de les attribuer à un autre employeur sur base des critères visés au paragraphe 2, 1°, 2° ou 3°, en ce qui concerne le secteur privé commercial, et paragraphe 3, 1°, 2° ou 4°, en ce qui concerne le secteur privé associatif, et de les reprendre dans les listes visées au paragraphe 3.

Ce comité de pilotage se compose d'un représentant de chaque fédération d'employeurs du secteur privé représentée à la commission de convention « Accueil et Hébergement des Personnes âgées » de l'Agence visé à l'article 15 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ainsi que d'un représentant de chacune des trois organisations représentatives des travailleurs.

Sur base des confirmations de trimestres pour la période de référence portant sur les deux derniers trimestres de l'année J-2 et pour les deux premiers trimestres de l'année J-1, le service remet au comité de pilotage le nombre d'ETP laissé vacant pour le 31 janvier de l'année J au plus tard.

Le comité de pilotage remet, pour le 30 avril de l'année J au plus tard, son avis au comité de branche « Bien-être et Santé » de l'Agence visé à l'article 11 du Code wallon de l'action sociale et de la santé, qui prend ensuite sa décision pour le 30 juin de l'année J au plus tard. La décision produit ses effets au plus tôt le 1^{er} juillet de l'année J.

§ 5. Dans le questionnaire électronique visé à l'article 5, § 1^{er}, 1°, les employeurs renseignent le membre du personnel nouvellement engagé ou ayant fait l'objet d'une augmentation d'heures dans le cadre de la mesure visée dans cet article, comme ayant un contrat « création d'emplois 2021-2024 ».

§ 6. Si un membre du personnel est recruté dans le cadre de la mesure visée au présent article et pour autant que dans le cadre du présent arrêté il n'ait pas encore été octroyé de financement, en avance ou au décompte final, à cette fin à l'employeur, celui-ci peut solliciter auprès du Service l'obtention d'une avance de maximum 45.000 euros par ETP.

Pour le calcul de cette avance, il est tenu compte de la date de début du contrat de travail ou de la décision de nomination, de l'équivalent temps plein de ce membre du personnel et de la disposition dans le contrat de travail ou dans la décision de nomination de laquelle il ressort que ce membre du personnel a été recruté dans le cadre de la « création d'emplois 2021-2024 », selon les conditions visées aux paragraphes précédents. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est complété par le paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. En cas de retrait ou de refus d'agrément ou de cessation d'activité d'un établissement, les données visées au paragraphe 1^{er} sont transmises, pour la dernière période d'activité, au plus tard à la fin du trimestre suivant celui auquel le retrait d'agrément ou la cessation d'activité survient. Si les données visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas transmises dans le délai imparti et si l'institution ne répond pas dans les quinze jours au rappel que lui envoie le Service, celui-ci peut exiger le remboursement des interventions provisoires visées à l'article 6. ».

Art. 5. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

« 1° les avances versées les 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre de l'année J sont égales à : $1/4 \times ((\text{montant de l'intervention définitive pour les deux derniers trimestres de l'année J-2 et pour les deux premiers trimestres de l'année J-1}) \times 1,03)$;

2° le calcul des avances des années 2022 à 2025 ne tient pas compte de la part de l'intervention définitive financée en vertu de l'article 4ter.

Le montant suivant est ajouté aux montants des avances versées respectivement au plus tard du 31 octobre 2022 au 31 octobre 2025 :

$1/4 \times (\text{ETP repris sur la liste visée à l'article 4ter; } \S 2 \times 50.000 \text{ euros})$ »;

Le montant suivant est ajouté au montant de l'avance versée au plus tard le 31 juillet 2022 :

$3/4 \times (\text{ETP repris sur la liste visée à l'article 4ter; } \S 2 \times 50.000 \text{ euros})$ »;

b) le point c) est abrogé;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er} les mots « , pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2006, puis annuellement à partir du 1^{er} juillet 2006 » sont remplacés par le mot « annuellement »;

b) à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

(1) au 1°, les mots « Pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2006 » sont remplacés par les mots « Pour les périodes annuelles allant du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année qui suit » et la deuxième phrase est complétée par les mots « , ainsi que des interventions dues en vertu de l'article 4bis et de l'article 4ter »;

(2) le 2° est abrogé;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La différence entre l'intervention définitive visée au paragraphe 3 et les avances versées est payée au 31 janvier de l'année qui suit la période annuelle correspondante »;

4° au § 5, les mots « INAMI » sont chaque fois remplacés par les mots « Agence ».

Art. 6. Dans l'article 9, l'alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2014, les mots « ainsi qu'aux articles 4ter, § § 2 et 6, et 6, § 2, » sont insérés entre les mots « l'article 4bis, § § 1^{er} et 6, » et les mots « sont liés à ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées*

Art. 7. Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, d), les mots " 1,4 " sont remplacés par « 1,886 »;

b) au 3°, d), les mots " 1,4 " sont remplacés par « 3,766 »;

c) au 4°, d), les mots " 1,4 " sont remplacés par « 3,731 »;

d) au 5°, d), les mots " 1,4 " sont remplacés par « 3,731 »;

e) au 6°, d), les mots " 1,4 " sont remplacés par « 2,866 ».

Art. 8. Dans l'article 8, § 2, b), 11°, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2012, les mots « et à l'article 4ter » sont insérés entre les mots « article 4bis » et les mots « de l'arrêté ».

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 42/2 rédigé comme suit :

« Art. 42/2. Pour les calculs relatifs à la période de facturation 2022, à partir du 1^{er} juillet 2022, et pour les calculs relatifs à la période de facturation 2023, le service applique les normes de financement définies à l'article 2, § 2, en vigueur au 30 juin 2022, si ce calcul se révèle plus favorable en ce qui concerne les parties A1 et A2 de l'allocation journalière pour l'institution. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022, sauf en ce qui concerne les articles 7 et 9 qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2022 et l'article 4 qui entre en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206285]

15 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake financiering en houdende bijkomende tewerkstellingsmaatregelen in de sector van de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarde personen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 37, § 12, lid 1;

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, artikel 59;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op de beslissing van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, gegeven op 11 mei 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 mei 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 mei 2022;

Gelet op het rapport opgesteld op 5 mei 2022 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het Comité "Welzijn en gezondheid" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 28 juni 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 30 mei 2022;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 13 juni 2022;

Gelet op het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 43/2, tweede lid, 1°, 2° en 3°, ingevoegd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op het driedelig intersectoraal kaderakkoord van 27 mei 2021 in de Waalse niet-commerciële sector 2021-2024;

Gelet op de tewerkstellingsmaatregelen op 1 januari 2022 dienen de instellingen in de mogelijkheid te worden gesteld, de financiering van deze contracten te verkrijgen;

Overwegende dat de financiering van de korte verblijven op de eerste dag van de referentieperiode, namelijk 1 juli 2022, opgewaardeerd dient te worden, de artikelen 7 en 9 op die datum uitwerking dienen te hebben;

Overwegende dat de facturatie van de eventueel opgewaardeerde dagvergoeding op de eerste dag van het kwartaal, namelijk 1 juli 2022, mogelijk dient te worden gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen

Art. 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen worden 2° en 3° vervangen door hetgeen volgt :

2° het Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) bedoeld in artikel 2, § 1, van het Waalse Wetboek van sociale actie en gezondheid;

3° de Dienst: de dienst van het Agentschap".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 4ter. § 1. Sommige werkgevers hebben recht op een jaarlijkse financiële tegemoetkoming per voltijdsequivalent (afgekort VTE), in het kader van de jobcreatie die deel uitmaakt van het kader-akkoord 2021-2024 tussen drie partijen voor de Waalse niet-commerciële privé-sector, gesloten tussen de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werkmakers en de Regering, volgens deze nadere bepalingen :

1° in de commerciële privé-sector :

a) vanaf 1 januari 2022 en voor zover deze betrekkingen zijn ingevoerd voor 31 december 2023: 101,04 VTE loontrekkenden, zorgkundigen of het reactivatie- of opvoedend personeel A2 of animator in de residentiële zorg of logistieke bijstand in een zorg- of residentiële eenheid;

a) vanaf 1 januari 2022 en voor zover deze betrekkingen zijn ingevoerd voor 31 december 2023: 202,08 VTE loontrekkenden, zorgkundigen of het reactivatie- of opvoedend personeel A2 of animator in de residentiële zorg of logistieke bijstand in een zorg- of residentiële eenheid;

2° in de privé-sector - verenigingen :

a) vanaf 1 januari 2022 en voor zover deze betrekkingen zijn ingevoerd voor 31 december 2023: 74,72 VTE loontrekkenden, zorgkundigen of het reactivatie- of opvoedend personeel A2 of animator in de residentiële zorg of logistieke bijstand in een zorg- of residentiële eenheid;

a) vanaf 1 januari 2022 en voor zover deze betrekkingen zijn ingevoerd voor 31 december 2024: 149,44 VTE loontrekkenden, zorgkundigen of het reactivatie- of opvoedend personeel A2 of animator in de residentiële zorg of logistieke bijstand in een zorg- of residentiële eenheid;

§ 2. De jaarlijkse financiële tegemoetkoming bedoeld in paragraaf 1 wordt vastgesteld op 45.000 euros voor één VTE in de logistieke bijstand in een zorg- of residentiële eenheid, en op 50.000 euro voor één VTE in de andere toelaatbare categorieën van betrekkingen.

§ 3. Voor zover ze, op grond van de arbeidsovereenkomst waarbij verwezen wordt naar één van deze jobcreatiemaatregelen, de Dienst het bewijs kunnen verstrekken van de creatie van de nieuwe betrekkingen waarvoor deze tegemoetkoming bepaald wordt, is de tegemoetkoming bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, verschuldigd aan de werkgevers van de privé-sector waarvan de lijst, vastgesteld door het Agentschap, met de vermelding van het aantal VTE per werkgever, goedgekeurd is door het branchecomité Welzijn en Gezondheid van het Agentschap als bedoeld in artikel 11 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en bekendgemaakt op de website van het Agentschap. Deze lijst werkgevers voldoet aan volgende criteria :

1° voor de jaren 2022 en 2023 worden 0.3 VTE toegekend aan iedere werkgever die een andere werkingstitel, verstrekt door het Agentschap, geniet. Bij de invoering van de maatregel is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 12 oktober 2021, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel;

2° vanaf 2024 worden 0.6 VTE toegekend aan iedere werkgever die een andere werkingstitel, verstrekt door het Agentschap, geniet. Bij de invoering van de maatregel is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 1 oktober 2023, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel;

3° de overige VTE, ten gevolge van de toepassing van paragraaf 1, 1°, worden, voor de commerciële privé-sector, toegekend aan de werkgevers naar prorata van het aantal bedden erkend in bejaardentehuizen, rust- en verzorgingstehuizen, centra voor korte verblijven en dagverzorgingscentra in deze sector. Bij de invoering van de maatregel is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 12 oktober 2021, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel. Bij de tweede fase van de invoering van de maatregel in 2024 is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 12 oktober 2023, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel;

4° de overige VTE, ten gevolge van de toepassing van paragraaf 1, 2°, worden, voor de privé-sector - verenigingen, toegekend aan de werkgevers naar prorata van het aantal bedden erkend in bejaardentehuizen, rust- en verzorgingstehuizen, centra voor korte verblijven en dagverzorgingscentra in deze sector. Bij de eerste fase van de invoering van de maatregel in 2022 is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 12 oktober 2021, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel. Bij de tweede fase van de invoering van de maatregel in 2024 is de referentiedatum voor het aanmaken van de lijsten vastgesteld op 12 oktober 2023, datum van ondertekening van voornoemde werkingstitel.

§ 4. Zonder vooropzeg en op definitieve wijze worden uit de lijsten bedoeld in paragraaf 3 uitgesloten :

1° de werkgevers die geen nieuwe jobs hebben gecreëerd voor 31 december 2024, overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in paragraaf 3;

2° de werkgevers voor welke de Dienst de afwezigheid van dat personeel vaststelt tijdens een volledige referentieperiode;

3° de werkgevers die na een faillissement worden gesloten of vereffend.

Als een bepaald aantal VTE vacant worden gelaten, worden ze ter beschikking gesteld van het stuurcomité, dat het branchecomité "Welzijn en Gezondheid" van het Agentschap bedoeld in artikel 11 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid kan voorstellen om ze toe te wijzen aan een andere werkgever, op grond van de criteria bedoeld in paragraaf 2, 1°, 2° of 3°, voor wat betreft de commerciële privé-sector, en paragraaf 3, 1°, 2° of 4°, wat betreft de privé-sector - verenigingen, en ze opnieuw op te nemen in de lijsten bedoeld in paragraaf 3.

Dat stuurcomité bestaat uit één vertegenwoordiger van elke federatie van werkgevers van de privé-sector, vertegenwoordigd in de overeenkomstcommissie "Opvang en Huisvesting van Bejaarde Personen" van het Agentschap als bedoeld in artikel 15 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, evenals uit één vertegenwoordiger van de drie organisaties die de werknemers vertegenwoordigen.

Op grond van de kwartaalbevestigingen voor de referentieperiode met betrekking tot de laatste twee kwartalen van het jaar J-2 en voor de eerste twee kwartalen van het jaar J-1 maakt de dienst het aantal vacant gelaten VTE tegen uiterlijk 31 januari van het jaar J aan de Dienst over.

Het stuurcomité maakt tegen uiterlijk 30 april van het jaar J zijn advies aan het branchecomité Welzijn en Gezondheid van het Agentschap bedoeld in artikel 11 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid over dat vervolgens zijn beslissing neemt tegen uiterlijk 30 juni van het jaar J. De beslissing heeft uitwerking ten vroegste op 1 juli van het jaar J.

§ 5. In de elektronische vragenlijst bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, geven de werkgevers het personeelslid dat nieuw aangeworven is of wiens aantal uren verhoogd is in het kader van de maatregel als bedoeld in dat artikel op als houders van een overeenkomst "jobcreatie 2021-2024".

§ 6. Als een personeelslid is aangeworven in het kader van de maatregel als bedoeld in dit artikel en voor zover er in het kader van dit besluit nog geen financiering daartoe aan de werkgever is toegekend als voorschot of bij de eindafrekening, kan bedoelde werkgever van de Dienst de uitkering van een voorschot vragen van maximum 45.000 euro per VTE.

Voor de berekening van dat voorschot wordt rekening gehouden met de aanvangsdatum van de arbeidsovereenkomst of van de beslissing tot benoeming van het voltijdsequivalent van dat personeelslid en van de bepaling in de arbeidsovereenkomst of in de beslissing tot benoeming waaruit blijkt dat dat personeelslid is aangeworven in het kader van de "jobcreatie 2021-2024", volgens de voorwaarden bedoeld in voorgaande paragrafen. ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

" § 6. Bij intrekking of weigering van de erkenning of stopzetting van de activiteit van een instelling, worden de gegevens bedoeld in paragraaf 1 voor de laatste activiteitsperiode uiterlijk op het einde van het kwartaal, volgend op het kwartaal waarin de intrekking van de erkenning of de stopzetting van de activiteit is voorgevallen, ingediend. Als de gegevens bedoeld in paragraaf 1 niet zijn overgemaakt in de opgelegde termijn en als de instelling niet binnen de vijftien dagen de aanmaning, die de Dienst haar toestuur, beantwoordt, kan de Dienst eisen dat de voorlopige tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6 worden terugbetaald. ".

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de litterae a) en b) worden vervangen als volgt :

"1° de voorschotten gestort op 31 januari, 30 april, 31 juli en 31 oktober van het jaar J zij gelijk aan: $1/4 \times ((\text{bedrag van de definitieve tegemoetkoming voor de eerste twee kwartalen van het jaar J-2 en voor de eerste twee kwartalen van het jaar J-1}) \times 1,03)$;

2° de berekening van de voorschotten van de jaren 2022 tot 2025 houdt geen rekening met het aandeel van de definitieve tegemoetkoming gefinancierd krachtens artikel 4ter.

Het volgend bedrag wordt toegevoegd aan de bedragen van de voorschotten, respectievelijk gestort van 31 oktober 2022 tot 31 oktober 2025 :

$1/4 \times (\text{VTE opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 4ter; } § 2 \times 50.000 \text{ euro})$ »;

Het volgend bedrag wordt toegevoegd aan het voorschott, uiterlijk gestort op 31 juli 2022 :

$3/4 \times (\text{VTE opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 4ter; } § 2 \times 50.000 \text{ euro})$ »;

b) punt c) wordt opgeheven;

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "berekend voor de periode van 1 januari 2004 tot 30 juni 2006 en jaarlijks vanaf 1 juli 2006" vervangen door de woorden "jaarlijks berekend".

b) in lid 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

(1) In 1° worden de verschuldigd krachtens artikel 4bis en artikel 4ter; woorden "Voor de periode van 1 januari 2004 tot 30 juni 2006" vervangen door de woorden "Voor de jaarlijkse periodes van 1 juli tot 30 juni van het daarop volgend jaar" en de tweede volzin wordt aangevuld met de woorden, "evenals de tegemoetkomingen krachtens artikel 4bis en 4ter";

(2) punt 2° wordt opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. Het verschil tussen de definitieve tegemoetkoming als bedoeld in paragraaf 3 en de gestorte voorschotten wordt op 31 januari van het jaar volgens op de dienovereenkomstige jaarlijkse periode betaald";

4° in § 5 worden de woorden « RIZIV » telkens vervangen door de woorden « het Agentschap ».

Art. 6. In artikel 9, lid 2, van hetzelfde artikel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2014 worden de woorden "evenals in de artikelen 4ter, § 2 en 6, en 6, § 2," ingevoegd tussen de woorden " § 1 en 6" en het woord "vermelde".

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden

Art. 7. In artikel 2, § 2, van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden, laatstelijk gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 december 2012, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2°, d), worden de woorden "1,4" vervangen door de woorden "1,886";

b) in 3°, d), worden de woorden "1,4" vervangen door de woorden "3,766";

c) in 4°, d), worden de woorden "1,4" vervangen door de woorden "3,731";

d) in 5°, d), worden de woorden "1,4" vervangen door de woorden "3,731";

e) in 6°, d), worden de woorden "1,4" vervangen door de woorden "2,866".

Art. 8. In artikel 8, § 2, b), 11°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 december 2012, worden de woorden "en in artikel 4ter" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 4bis" en de woorden "van het koninklijk besluit".

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 42/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. "42/2. Voor berekeningen met betrekking tot de factureringsperiode 20212, met ingang van 1 juli 2022, en voor berekeningen met betrekking tot de factureringsperiode 2023 past de dienst de in artikel 2, § 2, vastgestelde en op 30 juni 2022 geldende financieringsnormen toe, indien deze berekening gunstiger uitvalt met betrekking tot de onderdelen A1 en A2 van de dagvergoeding van de instelling. ".

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022, behoudens wat betreft de artikelen 7 en 9, die uitwerking hebben op 1 juli 2022 en artikel 4, dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2022.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206320]

22 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures temporaires dérogatoires, dans le cadre du Brexit, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, les articles 5 et 8;

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, donné le 9 mars 2022;

Vu le rapport du 21 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022;

Vu l'avis 156/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022;

Vu l'avis 71.723/2/V du Conseil d'État, donné le 27 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

Considérant que le Brexit affecte gravement le tissu économique de la Région wallonne, tant au niveau des micro, petites et moyennes entreprises qu'au niveau des grandes entreprises;

Considérant que l'année 2020 a marqué une chute des exportations wallonnes vers le Royaume-Uni;

Considérant que depuis le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne le 1^{er} janvier 2020, les entreprises wallonnes ont dû supporter une augmentation des coûts pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de douanes et accises, de TVA, de certification et de normes ainsi qu'en matière de logistique, pour la formation de personnel, pour des conseils de contrats ou d'adaptation des outils informatiques aux nouvelles exigences en matière d'exportation;

Considérant que les entreprises wallonnes, afin de réagir au Brexit et de répondre aux contraintes et nouvelles exigences imposées par ce dernier, ont besoin de disposer rapidement de liquidités;

Considérant que, compte tenu de l'impact majeur du Brexit, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 6 octobre 2021 le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit comme instrument permettant le financement de mesures couvrant les coûts liés aux impacts directs négatifs du Brexit;

Considérant que le Règlement (UE) 2021/1755 permet aux Etats-membres de financer par la réserve d'ajustement au Brexit les aides accordées aux entreprises directement impactées négativement par le Brexit en couvrant des coûts survenus et payés dans la période d'éligibilité du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023;

Considérant que la mesure de soutien spécifique visée par le présent arrêté sera financée par la réserve d'ajustement au Brexit;

Considérant que les aides fondées sur le présent arrêté ne peuvent être octroyées que sur une période se terminant au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période visée à l'article 3, 1), du règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, actuellement fixée au 31 décembre 2023 et éventuellement prolongée.

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'arrêté du 29 octobre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

2^o le demandeur : l'entreprise visée à l'article 1^{er}, 1^o à 4^o, de l'arrêté du 29 octobre 2015 et répondant aux conditions des articles 3, 7 et 10 du même arrêté;

3^o le Brexit : le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier 2020;

4^o le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;